

La farce électorale contre la tempête révolutionnaire de mai-juin.

- L'électoratisme et le parlementarisme ont en France de profondes racines historiques, depuis l'institution du suffrage universel par la bourgeoisie montante contre l'absolutisme et la monarchie décadente. C'est pourquoi, aujourd'hui, la bourgeoisie décadente à son tour les utilise, le plus souvent possible, comme stratagèmes destinés à entraver les poussées révolutionnaires de la classe ouvrière montante et de ses alliés.

De GAULLE, premier représentant des intérêts de classe des monopoles, et Waldeck ROCHET, serviteur numéro un de la contre-révolution, se sont efforcés, d'un commun accord, de briser la vague révolutionnaire de mai-juin 1968, au moyen de la dissolution de l'Assemblée nationale suivie d'élections générales.

S'il est vrai qu'ils sont provisoirement parvenus à stopper la formidable poussée populaire, leur succès n'en sera pas moins éphémère. Le résultat de ce scrutin législatif a prouvé aux masses populaires que le bénéficiaire de l'électoratisme est toujours la bourgeoisie.

Les yeux des travailleurs se sont ouverts sur cette réalité historique : l'électoratisme et parlementarisme sont des instruments d'exploitation et d'oppression du peuple français.

En effet, lorsque ses positions parlementaires sont menacées, la bourgeoisie recourt à l'institution d'un mode de scrutin nouveau qui lui permet toujours les plus honteuses tricheries aux dépens des forces populaires.

Au surplus, c'est toujours elle qui détient les moyens de propagande de l'état : radio, télévision, cinéma, grande presse.

Ainsi, lors du récent scrutin, elle a eu tout pouvoir pour affoler et violer sur le plan psychologique les couches de la population les plus timorées et les moins politisées, en même temps qu'elle refusait "légalement" le droit de vote aux jeunes âgés de moins de vingt et un ans, ainsi qu'au million de travailleurs immigrés.

Présentant une relation des événements de Mai exactement opposée à la réalité, elle a désigné comme responsables des violences ceux qui en ont été les victimes et inversement.

Or les vrais responsables étaient dans ses propres rangs : ils n'étaient autres que les ministres et tous les représentants du pouvoir des monopoles, dont la politique réactionnaire, anti-sociale et rétrograde exploitait et opprimait les ouvriers dans les usines, les paysans à la campagne, les étudiants à l'Université.

La bourgeoisie a usé de la pire violence, elle a fait assassiner de nombreux jeunes par ses forces de répression. Parmi les étudiants, lycéens et ouvriers qui ont été ses victimes, plusieurs n'avaient pas même vingt ans.

Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France s'incline avec émotion et respect devant tous ces jeunes révolutionnaires, aux premiers rangs desquels le camarade Gilles TAUTIN, lycéen de 17 ans, jeune militant de l'Union des Jeunesses communistes (marxistes-léninistes), profondément inspiré par la pensée de MAO TSE TOUNG, digne héritier des traditions de courage révolutionnaire de la jeunesse française déjà illustrées par l'héroïsme de Guy MOCOQUET de Daniel FERRY et tant d'autres jeunes.

Devant de tels faits, la trahison délibérée des chefs révisionnistes prend toute sa dimension, elle apparaît clairement comme la poutre maîtresse qui a supporté la tactique contre-révolutionnaire du pouvoir bourgeois, favorisant le déchaînement criminel de sa violence de classe.

Pour la clique de Waldeck ROCHET, peu importe le recul sensible du nombre de suffrages obtenus par son Parti de collaboration de classes, l'objectif principal ayant été de mettre fin à la grève générale illimitée pour briser le mouvement révolutionnaire des masses.

D'ailleurs la direction révisionniste attribue la responsabilité essentielle de sa défaite électorale aux prétendus "gauchistes", qu'elle désigne comme ses ennemis principaux, épargnant ainsi le parti de la réaction regroupé sous le sigle mystificateur de "l'Union pour la défense de la République", alors qu'il s'agit de la défense des monopoles.

C'est la légitime réprobation des masses laborieuses, la prise de conscience du rôle qu'il a joué au bénéfice du pouvoir qui ont valu au Parti révisionniste sa défaite électorale.

Et contrairement à ce que définit son comité central, l'ennemi principal des travailleurs n'est autre que le pouvoir des monopoles, qui a organisé des groupes civils armés, composés de tueurs à gage, dont plusieurs, après avoir tué ou blessé des militants ont reconnu avoir été payés et armés pour cette criminelle besogne.

Par ailleurs, pour s'assurer le soutien des officiers généraux en vue du déclenchement éventuel d'une guerre civile contre-révolutionnaire contre le peuple, le Président de la République lui-même a ordonné la libération immédiate et l'amnistie de nombreux criminels de l'O.A.S., en particulier du chef suprême de cette association d'assassins, l'ex-général SALAN.

Les marxistes-léninistes considèrent que le scrutin législatif des 23 et 30 juin 1968 n'a été qu'une farce ignoble montée par la réaction gaulliste et les dirigeants révisionnistes dans le but de dévier, contenir et réduire la tempête révolutionnaire qui soulevait les masses populaires unissant dans l'action pour un changement de gouvernement et de politique les étudiants, les lycéens, intellectuels d'avant-garde, les ouvriers et les paysans pauvres. Mais comme l'ont proclamé et scandé des dizaines de milliers de jeunes manifestants à PARIS et dans toute la France : "CE N'ÉTAIT LA QU'UN DÉBUT". Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France approuve et soutient le juste mot-d'ordre de la jeunesse : "CONTINUONS LE COMBAT !"